Nations Unies S/PV.5777



Conseil de sécurité

Soixante-deuxième année

Provisoire

5777e séance

Mardi 13 novembre 2007, à 15 heures
New York

Président :	M. Natalegawa	(Indonésie)
Membres :	Afrique du Sud	M. Kumalo
	Belgique	M. Verbeke
	Chine	M. Wang Guangya
	Congo	M. Okio
	États-Unis d'Amérique	M. Khalilzad
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Ripert
	Ghana	M. Christian
	Italie	M. Mantovani
	Panama	M. Arias
	Pérou	M. Voto-Bernales
	Qatar	M. Al-Qahtani
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir John Sawers
	Slovaquie	M. Burian

Ordre du jour

La situation au Myanmar

07-59588 (F)



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Myanmar

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de Japon, du Myanmar et de Singapour des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat de la question sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Swe (Myanmar) prend place à la table du Conseil; M. Takasu (Japon) et M. Menon (Singapour) occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Ibrahim Gambari, Envoyé spécial du Secrétaire général.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Je donne maintenant la parole à M. Ibrahim Gambari, Envoyé spécial du Secrétaire général.

M. Gambari (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissant de cette occasion qui m'est offerte d'informer le Conseil de sécurité peu de temps après ma dernière visite au Myanmar, du 3 au 8 novembre, entreprise au nom du Secrétaire général et dans le cadre de sa mission de bons offices.

Pour commencer, je souhaite remercier le Gouvernement du Myanmar d'avoir avancé ma visite à la première semaine de novembre. Comme les membres du Conseil le savent, cette mission a suivi de peu ma visite au plus fort de la crise entre fin septembre et début octobre. Ma mission avait donc pour principal objet de suivre et de faciliter si possible l'application des recommandations immédiates, à moyen terme et à long terme faites lors de ma visite précédente pour remédier aux graves préoccupations que la crise a suscitées.

Comme la dernière fois, les autorités ont organisé mon programme de telle sorte que la plupart de mes réunions se sont tenues à Nay Pyi Taw, la nouvelle capitale, sauf l'après-midi du dernier jour, que j'ai passé à Yangon. Il ne m'a pas été possible cette fois-ci de rencontrer le général en chef Than Shwe, mais des dispositions ont été prises pour que je rencontre le nouveau Premier Ministre, le général Thein Sein, auquel j'ai remis une lettre du Secrétaire général adressée au général en chef. Outre le Premier Ministre, j'ai rencontré tous les membres du Gouvernement intéressés, dont les Ministres des affaires étrangères, de l'information, de la culture et du travail, en tant que membres de l'Équipe dirigeante du Conseil d'État pour la paix et le développement et du Comité de rédaction de la Constitution nouvellement créé. J'ai également eu des entretiens séparés avec le Ministre du travail en sa qualité de nouveau Ministre des relations avec Daw Aung San Suu Kyi, et avec le Ministre des affaires étrangères, le Ministre de la planification et le Ministre des affaires religieuses.

J'ai aussi rencontré le nouveau Premier Secrétaire du Conseil d'État pour la paix et le développement, le général de corps d'armée Thiha Thura Tin Aung Myint Oo. Je regrette de n'avoir pas pu rencontrer tous les interlocuteurs que j'avais demandé de rencontrer, comme les représentants du groupe étudiant Génération 88, des députés élus en 1990, des moines et des détenus, mais le Gouvernement a organisé une rencontre avec des groupes de la société civile, y compris l'Association pour la solidarité et le développement de l'Union, la Fédération des femmes du Myanmar, la Chambre de commerce du Myanmar et la Société nationale de la Croix-Rouge, ainsi qu'avec des partis politiques, dont la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), le Parti d'union nationale et le Parti populaire national Pao'. Le Gouvernement a également invité le corps diplomatique à me rencontrer à Nay Pyi Taw. À Yangon, j'ai été reçu par les Sayadaws du Comité d'État Sangha Maya, et j'ai pu rencontrer l'équipe de pays des Nations Unies, dans les locaux

des Nations Unies, ainsi que Daw Aung San Suu Kyi elle-même.

Comme les membres du Conseil le savent, ma visite au Myanmar a fait suite à une déclaration du Président de l'Assemblée générale le 5 octobre et à l'adoption d'une déclaration présidentielle du Conseil de sécurité le 11 octobre (S/PRST/2007/37), qui toutes deux appuyaient fermement la mission de bons offices du Secrétaire général et mes propres efforts en son nom, et demandaient au Gouvernement du Myanmar de continuer à coopérer avec l'ONU.

Il est important également de rappeler les mesures positives que le Gouvernement a commencé à prendre depuis ma dernière visite. Comme nous l'avons suggéré, le Gouvernement a déjà levé les couvre-feux décrétés pendant les manifestations, retiré toute présence militaire visible dans les rues et, de son propre chef, libéré plus de 2 700 personnes arrêtées pendant les manifestations, parmi lesquelles quelque 700 moines, ainsi que des détenus politiques, dont des activistes influents et une cinquantaine de membres de la NLD, le parti de Daw Aung San Suu Kyi. Fait important, le Gouvernement a nommé le 8 octobre le Ministre du travail, le général de division Aung Kyi, Ministre des relations avec Daw Aung San Suu Kyi, et ils se sont réunis pour la première fois le 25 octobre. Le Gouvernement a également nommé un Comité de rédaction de la Constitution composé de 54 membres, qui ne s'est pas encore réuni en plénière. Enfin, le Gouvernement a accepté de recevoir le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, M. Paolo Pinheiro, qui se trouve actuellement dans le pays, et il a également accepté le principe de recevoir une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Cela dit, dans le même temps, les violations des droits de l'homme constamment signalées et la question de savoir si le Gouvernement est disposé à changer rapidement de direction continuent de soulever une vive préoccupation. Je me réjouis donc d'avoir eu, avec mes homologues, des discussions franches et approfondies sur les efforts déployés par le Myanmar pour répondre aux inquiétudes et aux attentes de la communauté internationale au lendemain des récentes manifestations. L'une de ces discussions a d'ailleurs été diffusée en direct à la télévision nationale.

Pour passer au côté négatif, le Gouvernement doit encore apporter des garanties quant à la levée des restrictions imposées à Daw Aung San Suu Kyi. J'ai insisté auprès du Gouvernement sur le fait que la meilleure manière d'honorer son engagement à dialoguer avec elle consiste à la libérer sans délai afin qu'elle puisse devenir un partenaire à part entière du dialogue que nous envisageons tous.

Il reste encore à fixer une date pour le début du dialogue de fond. Il importe toutefois de noter que les parties sont encore dans la phase initiale des discussions, qui comprennent les consultations entre Aung San Suu Kyi et le Comité exécutif central de sa Ligue nationale pour la démocratie qui, elles aussi, ont eu lieu la semaine passée.

Enfin, le Gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur le calendrier proposé pour les prochaines étapes de sa feuille de route politique, après l'achèvement de la Convention nationale le 3 septembre. S'il m'a assuré qu'il entendait procéder à l'élaboration d'une constitution et à la tenue d'un référendum et d'élections, je lui ai néanmoins signifié que le processus sera d'autant plus crédible que l'ordonnancement de ces étapes sera clair.

Bien que ma mission n'ait pas produit tous les résultats que j'escomptais, je suis à même de faire rapport sur un certain nombre d'avancées, que j'aimerais mettre en lumière ici. Pour la première fois depuis son placement en résidence surveillée, en mai 2003, Daw Aung San Suu Kyi a été autorisée, le 8 novembre, à s'exprimer en public, par mon intermédiaire, au sujet de son engagement à travailler avec le Gouvernement, dans l'intérêt de la nation, à la faveur d'un dialogue substantiel et assorti d'un calendrier précis, et à propos du rôle de l'ONU à cet égard. Deuxièmement, aussitôt après sa déclaration, le 9 novembre, Daw Aung San Suu Kyi a été autorisée à rencontrer pour la première fois en quatre ans le Comité exécutif central de son parti, la LND, et pour la seconde fois le Ministre des relations, Aung Kyi.

Troisièmement, le Premier Ministre a réaffirmé la pleine confiance de son gouvernement dans les bons offices du Secrétaire général, qu'il appuie, et m'a invité à revenir au Myanmar – « encore et encore », pour le citer – y compris pour rencontrer la Commission de rédaction de la constitution, lorsqu'elle se réunira, pour discuter des manières d'élargir le processus constitutionnel. Le Gouvernement a également donné son accord de principe à la création d'une petite unité de liaison à Yangon pour faciliter la mission de bons offices.

Quatrièmement, le Gouvernement m'a de nouveau assuré qu'il relâcherait davantage de détenus et qu'il mettrait fin aux arrestations. Dans ce contexte, il a accepté le principe de permettre au CICR de rencontrer les prisonniers. Entre-temps, il a également donné son aval à une prochaine visite du Rapporteur spécial Pinheiro qui, comme je l'ai indiqué plus tôt, se trouve actuellement au Myanmar, après s'être vu refuser pendant quatre ans l'accès au pays. Cinquièmement, le Gouvernement a donné son accord de principe à la possibilité de créer une commission à large assise sur la réduction de la pauvreté. Tout en soulignant la nécessité de respecter sa souveraineté à tout point de vue, le Gouvernement s'est dit prêt à étudier un document de réflexion au sujet de la commission proposée, document que nous préparons actuellement.

Enfin, un accord a été conclu sur un arrangement intérimaire en ce qui concerne l'équipe de pays des Nations Unies au Myanmar. En réponse à l'annonce faite par le Gouvernement, le jour précédant mon arrivée, qu'il n'accepterait pas que l'actuel Coordonnateur résident des Nations Unies pour le Myanmar, M. Charles Petrie, soit reconduit dans ses fonctions à l'expiration de son présent mandat, le Secrétaire général a dit clairement sa déception quant à la décision du Gouvernement et exprimé sa totale confiance dans l'action de l'équipe de pays des Nations Unies et de son dirigeant, message que j'ai aussi transmis directement aux autorités. Le Gouvernement a toutefois accepté qu'à la date du 5 décembre, un Coordonnateur résident par intérim occupe le poste laissé vacant en attendant la nomination d'un nouveau Coordonnateur résident. Le Ministre de la planification a également réaffirmé la politique gouvernementale de coopération totale avec l'équipe de pays des Nations Unies.

Je voudrais aussi faire part aux membres du Conseil des vues et préoccupations exprimées par le Gouvernement. Au cours des discussions, on m'a une nouvelle fois assuré que les manifestations récentes ont été le fait d'une minorité d'éléments opposés au Gouvernement et bénéficiant essentiellement d'appuis à l'extérieur, qu'elles se sont limitées à Yangon et Mandalay, le reste du pays étant resté calme, et que la feuille de route en sept étapes du Gouvernement, incluant la Convention nationale, avait le soutien de la majorité de la population du Myanmar, comme le prouvent les rassemblements populaires organisés dans tout le pays. À ce sujet, on m'a assuré que si certains groupes d'opposition n'ont certes pas participé à la Convention nationale, le référendum constitutionnel et les élections leur offriraient tout de même la possibilité de faire entendre leur voix.

Le Gouvernement considère également que si l'on attend du Myanmar qu'il réponde aux exigences et aux préoccupations de la communauté internationale, le Myanmar attend en retour que la communauté internationale reconnaisse les démarches positives qu'il pourrait entreprendre en matière de coopération avec l'ONU. On m'a par exemple expliqué que l'action du Conseil de sécurité et les mesures punitives adoptées par certains États Membres à l'encontre du Myanmar vont contre les attentes du Gouvernement à cet égard.

À la demande du Secrétaire général, ma visite au Myanmar a été précédée par un nouveau cycle de consultations dans les principales capitales régionales, du 15 au 27 octobre, en prévision des sommets à venir, celui de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et celui de l'Asie orientale, du 19 au 21 novembre. Je voudrais présenter certaines des principales conclusions qui sont ressorties des consultations de haut niveau que j'ai eues avec les dirigeants de la Chine, du Japon, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, de Singapour et de la Thaïlande avant ma visite au Myanmar. Premièrement, tous les pays où je me suis rendu ont exprimé un ferme appui au processus de bons offices du Secrétaire général, appui qu'ils se sont engagés à traduire dans les faits en encourageant les autorités du Myanmar à poursuivre leur coopération concrète avec l'ONU, de telle sorte que ces bons offices produisent des résultats tangibles. Deuxièmement, tous ces pays voient dans les bons offices de l'ONU l'élément central de la politique internationale à l'égard du Myanmar et insistent sur la nécessité, pour toute initiative régionale ou autre, d'appuyer ce rôle de l'Organisation.

Troisièmement, tous les pays où je me suis rendu estiment que des sanctions contre le Myanmar seraient contreproductives, mais ils acceptent l'idée que la communauté internationale doit se mobiliser pour aider à régler les problèmes humanitaires et socioéconomiques du pays, dans une mesure proportionnelle aux progrès réels enregistrés dans les domaines qui la préoccupent.

Au total, les résultats positifs de cette dernière mission montrent que le Gouvernement du Myanmar, tout en insistant sur sa souveraineté et son indépendance, peut réagir aux préoccupations de la communauté internationale. Bien que la crise récente

confirme que les attentes restent grandes, la situation est aujourd'hui, sur le plan qualitatif, différente de ce qu'elle était il y a quelques semaines. Sur la base de recommandations spécifiques découlant des bons offices du Secrétaire général, un processus est maintenant en marche qui mènera, il faut l'espérer, à un dialogue de fond susceptible de déboucher sur des résultats concrets dans des délais convenus entre la direction du Conseil d'État pour la paix et le développement du Myanmar et Daw Aung San Suu Kyi. Pour réussir, un tel dialogue exigera de la souplesse de toutes les parties, mais je suis convaincu que c'est, pour le Myanmar, la seule manière d'aller de l'avant. Il faudra un engagement soutenu de l'ONU, à travers ses bons offices et avec l'appui de la communauté internationale, pour veiller à ce que le processus de dialogue qui a été lancé ne soit pas inversé. Mais, à l'heure actuelle, nous sommes encore loin du moment où ce processus sera devenu irréversible. C'est pourquoi il est important que la communauté internationale examine avec soin les préoccupations du Gouvernement, mais aussi qu'elle écoute l'avis d'Aung San Suu Kyi et des autres parties pertinentes, maintenant qu'elles peuvent faire entendre leur voix.

Du point de vue de l'ONU, les récents événements survenus au Myanmar et les dernières consultations auxquelles j'ai pris part font clairement la preuve que les principes qui guident notre rôle de bons offices deviennent sans cesse plus pertinents à mesure que nous avançons. Permettez-moi, Monsieur, de les réaffirmer ici. Premièrement, le rôle de bons offices qui incombe au Secrétaire général n'est pas un événement, mais un processus qui demandera du temps, de la patience et de la persévérance. Deuxièmement, compte tenu de la complexité de la situation, les bons offices ne sauraient se concentrer sur une seule question, si importante soit-elle, mais doivent plutôt suivre une approche globale afin de se pencher sur les défis multidimensionnels qu'affronte le Myanmar. Troisièmement, le processus de bons offices n'est cependant pas une fin en soi. Il doit produire des résultats tangibles et faire fond sur les progrès réalisés à chaque fois qu'il y a des missions au Myanmar. Quatrièmement, tous ceux qui peuvent aider, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Myanmar, doivent être encouragés à contribuer à la recherche d'une solution aux problèmes du Myanmar. À cet égard, l'ONU est reconnaissante de l'appui des forces politiques nationales au Myanmar, ainsi que de l'appui constant manifesté par l'ASEAN et les voisins du Myanmar.

Le Secrétaire général a aussi signalé clairement qu'un retour au statu quo antérieur à la crise ne serait ni acceptable ni viable. Dans le monde d'aujourd'hui, aucun pays ne peut se permettre de rester à l'écart de la tendance irréversible vers la stabilité, la prospérité et la démocratie. Il est de la responsabilité de tout Gouvernement – y compris celui du Myanmar – d'écouter son propre peuple, de répondre aux demandes populaires légitimes et de respecter intégralement les droits de l'homme de ses citoyens.

Dans le cas du Myanmar, cela signifie entamer sans tarder un dialogue entre le Gouvernement et l'opposition, en tant qu'élément nécessaire de tout processus de réconciliation nationale, et de s'attaquer aux facteurs humanitaires et socioéconomiques qui sous-tendent les griefs de la population.

L'ONU, pendant ce temps, est pleinement déterminée à travailler avec le Gouvernement et le peuple du Myanmar pour mettre à profit la dynamique positive actuelle, afin de rapprocher le Myanmar des objectifs partagés de la réconciliation nationale, de la démocratie, de la prospérité et du plein respect des droits de l'homme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Gambari de son exposé. Je vais maintenant donner la parole aux membres qui souhaitent intervenir.

Sir John Sawers (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement M. Gambari de son exposé et, surtout, des efforts qu'il déploie pour servir de médiateur dans un processus de réconciliation nationale en Birmanie. Son travail inlassable et ses déplacements incessants en Asie ont permis de maintenir un engagement international de haut niveau, qui sera crucial pour susciter de réels progrès à l'intérieur de la Birmanie.

Sa toute dernière visite en Birmanie n'était clairement pas facile. Sachant que M. Gambari a été confiné à Nay Pyi Taw pour la majeure partie de son séjour, qu'il était dans l'incapacité de choisir qui il rencontrerait et qu'il s'est vu refuser l'accès au général en chef, l'approche des autorités birmanes n'était pas conforme aux attentes du Conseil de sécurité, comme nous l'avons dit dans notre déclaration du Président du 11 octobre (S/PRST/2007/37). Nous sommes aussi préoccupés par l'expulsion effective du chef de l'équipe de pays des Nations Unies à la veille de la visite de M. Gambari.

L'avancée la plus importante est intervenue à la suite de la rencontre entre M. Gambari et Daw Aung San Suu Kyi. Nous nous félicitons de la déclaration que M. Gambari a faite au nom d'Aung San Suu Kyi, notamment en ce qui concerne sa volonté de suivre de façon constructive la voie du dialogue et son invitation au Gouvernement et à toutes les parties concernées à la rejoindre dans cet état d'esprit.

C'est maintenant au tour du régime en Birmanie de répondre positivement à la disponibilité à coopérer affichée par Daw Aung San Suu Kyi. Les réunions initiales entre elle et l'agent de liaison du Gouvernement, ainsi que ses rencontres avec les dirigeants de son parti, sont des pas importants, mais ce ne sont que des premiers pas. Nous nous associons à l'appel lancé aux autorités par M. Gambari, leur demandant de libérer sans conditions Aung San Suu Kyi. Le régime doit lever les restrictions à son accès à son parti, et permettre à d'autres responsables de l'opposition, aux dirigeants des minorités ethniques et à d'autres parties prenantes de rencontrer Aung San Suu Kyi et de se réunir les uns avec les autres, librement et sans entrave, afin d'assurer un véritable dialogue sans exclusive et constructif. Nous partageons l'avis d'Aung San Suu Kyi selon lequel le dialogue doit être limité dans le temps, notamment pour que nous puissions en mesurer les résultats.

Nous nous félicitons de la visite en cours du Rapporteur spécial, M. Pinheiro. Nous restons très préoccupés par le sort de ceux qui ont participé aux manifestations pacifiques en septembre et par les arrestations qui se poursuivent et les lourdes peines qui ont été infligées. Il importe que nous ne perdions pas de vue le fait que les arrestations continuent. J'entends dire que Suu Suu Nway, qui a courageusement et résolument fait campagne pour débarrasser la Birmanie du travail forcé, a récemment été arrêté par les autorités, une action qui remet en question les assurances données à M. Gambari par le régime de ne plus opérer de telles arrestations.

Nous pensons qu'il doit être permis à M. Pinheiro d'aborder toutes ces préoccupations et nous attendons avec impatience son rapport devant le Conseil des droits de l'homme.

Nous nous féliciterions de ce que M. Gambari retourne rapidement en Birmanie et de ce qu'il puisse y effectuer de nouvelles visites sans restrictions, comme cela lui avait été indiqué par le Premier Ministre birman. Il est important qu'il soit libre de ses déplacements et qu'il bénéficie d'un plein accès pour faciliter le processus de réconciliation, non seulement avec ceux qu'il a vus cette fois-ci, mais aussi avec des représentants d'autres groupes de la société civile, comme le groupe étudiant Génération 88, les minorités ethniques, les bonzes et les personnes encore détenues. Les mesures prises par les autorités birmanes pour contrôler les activités de M. Gambari font peser des doutes sur la sincérité de leur collaboration avec la mission de bons offices.

Il incombera à l'ensemble du peuple birman, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale, de trouver la solution aux problèmes de la Birmanie. Nous, la communauté internationale, devrons continuer de faire pression sur le régime afin de le persuader de faire des progrès. Les petits pas en avant décrits par M. Gambari aujourd'hui sont les bienvenus et pourraient marquer le début d'un processus qui débouchera sur la paix, la prospérité et la stabilité.

Mais ils pourraient aussi être porteurs de faux espoirs. Les réunions et débats précédents n'ont pas produit les résultats nécessaires, c'est pourquoi il importe qu'en tentant de concrétiser les possibilités actuelles nous restions unis et concentrés sur cette question, afin de provoquer les changements que nous voulons tous voir.

M. Burian (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je voudrais moi aussi remercier M. Gambari de son exposé et de ses efforts diplomatiques continus en Birmanie/Myanmar visant à promouvoir et encourager le processus de réconciliation nationale et de démocratisation dans ce pays. La Slovaquie appuie fermement ses activités, menées dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général.

Nous prenons acte de l'observation de M. Gambari concernant certains progrès réalisés dans les pourparlers avec les dirigeants du Myanmar, lesquels mèneront, nous l'espérons, à un dialogue de fond constructif et assorti de délais en vue de la réforme, de la réconciliation nationale, de la démocratie et du respect intégral des droits de l'homme en Birmanie. Nous joignons notre voix à l'appel lancé par le Secrétaire général aux parties pour qu'elles redoublent d'efforts en ce sens. Nous pensons que les dirigeants militaires de la Birmanie/Myanmar ont une responsabilité particulière dans la création de conditions appropriées pour le dialogue.

À cet égard, nous restons préoccupés par la violence continue à laquelle ont recours les autorités militaires à l'encontre d'opposants politiques, avec notamment la répression violente de manifestations pacifiques, les arrestations arbitraires et autres violations flagrantes des droits de l'homme en Birmanie/Myanmar. Nous sommes particulièrement inquiets des informations faisant état de recrutements forcés d'enfants et de leur déploiement dans des opérations militaires par l'armée birmane.

Nous nous félicitons du retour en Birmanie/Myanmar du Rapporteur spécial Paulo Sérgio Pinheiro, dans le cadre du mandat qui lui a été confié par le Conseil des droits de l'homme, et nous espérons qu'un exposé sera également fait au Conseil dès que possible sur les observations réunies au cours de la visite actuelle.

Dans ce contexte, ma délégation appelle une nouvelle fois le régime du Myanmar à cesser immédiatement les violations des droits de l'homme et à agir en réponse aux préoccupations de la communauté internationale, notamment en relâchant immédiatement les prisonniers politiques. Nous pensons qu'il est grand temps que le Gouvernement se lance dans un processus de réforme crédible et fondé sur une participation complète, menant à une véritable transition démocratique, pour éviter de nouvelles pertes de vies humaines et une escalade des tensions ayant des conséquences dramatiques non seulement pour la Birmanie/Myanmar, mais pour la région tout entière.

Nous nous félicitons de l'action des pays de la région auprès de la Birmanie/Myanmar à l'appui des bons offices du Secrétaire général, de la pression positive qu'ils exercent et de leur influence sur le régime du Myanmar en vue de l'amener à changer ses politiques inacceptables et à engager un véritable processus de démocratisation et de réconciliation nationale. Nous pensons que cette action doit aussi être intensifiée pour parvenir à des progrès supplémentaires et irréversibles sur la voie de la démocratie en Birmanie/Myanmar.

Enfin, nous pensons aussi qu'il est indispensable que le Conseil de sécurité maintienne un rôle actif si nous voulons que les efforts en cours continuent de produire des résultats.

M. Kumalo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions nous aussi M. Gambari de son exposé très complet sur sa récente visite au Myanmar. Les efforts qu'il a déployés dans le cadre des bons offices du Secrétaire général témoignent de l'engagement de la communauté internationale et de son appui sans faille à la paix et à la stabilité au Myanmar. L'Afrique du Sud a appuyé pleinement la décision du Secrétaire général d'envoyer son Envoyé spécial, M. Gambari, au Myanmar pour la deuxième fois en trois mois. Nous souhaitons également remercier le Gouvernement du Myanmar qui a permis à l'Envoyé spécial de se rendre dans le pays pour s'acquitter de son mandat.

L'Afrique du Sud se félicite des faits nouveaux survenus au Myanmar, c'est-à-dire des conversations entre la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi et des représentants du Gouvernement. En outre, nous notons avec satisfaction que, pour la première fois en quatre ans, Mme Aung San Suu Kyi a pu rencontrer d'autres dirigeants du Comité central de la Ligue nationale pour la démocratie. Ma délégation est optimiste et pense que ces étapes positives auront un impact considérable s'agissant d'apporter les progrès politiques absolument nécessaires au Myanmar. Le lever du couvre-feu, la libération de certains détenus et même de certains prisonniers politiques, dont a fait état le Professeur Gambari, démontrent que la situation progresse au Myanmar. Ma délégation estime que seules des négociations entre toutes les parties pourront permettre de régler les problèmes de ce pays. Nous souhaitons encourager toutes les parties au Myanmar à rester déterminées à trouver une solution durable à long terme aux défis que le pays doit relever.

L'Afrique du Sud se félicite de la décision du Gouvernement du Myanmar de permettre au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, le Professeur Paolo Sergio Pinheiro, de se rendre également dans ce pays. Nous encourageons le Gouvernement à continuer de coopérer avec M. Pinheiro dans toute la mesure nécessaire pour qu'il puisse s'acquitter du mandat que lui a confié le Conseil des droits de l'homme.

L'Afrique du Sud continue à appuyer les efforts de la communauté internationale, y compris les bons offices du Secrétaire général et les efforts inlassables de l'Envoyé spécial M. Gambari, pour faciliter le dialogue au Myanmar qui permettrait de régler les problèmes du pays. Nous nous félicitons aussi du rôle constant joué par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et par les pays voisins pour appuyer les efforts de M. Gambari et pour aider également toutes les parties au Myanmar à régler les problèmes auxquels le pays fait face. Nous notons que le prochain Sommet de l'ASEAN, qui se tiendra le

20 novembre 2007, débattra de la situation au Myanmar, qui figure à son ordre du jour. À cet égard, l'Afrique du Sud est prête à appuyer les efforts de cet organe régional.

Pour terminer, nous demandons instamment à l'ensemble de la communauté internationale, en particulier au Conseil de sécurité, de faire bloc derrière le Secrétaire général et son Envoyé spécial M. Gambari, ainsi que derrière les pays voisins du Myanmar, alors qu'ils poursuivent leurs efforts pour instaurer une paix durable en Myanmar.

M. Khalilzad (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont très satisfaits des efforts de l'Envoyé spécial, M. Gambari, et de son équipe et nous le remercions de son rapport au Conseil de sécurité. Nous avons suivi de près les efforts de M. Gambari, depuis que nous nous sommes réunis la dernière fois pour atteindre les objectifs énoncés à l'unanimité par ce Conseil dans la déclaration présidentielle du 11 octobre (S/PRST/2007/37), où nous avions principalement indiqué

> « qu'il est nécessaire que le Gouvernement du Myanmar crée les conditions indispensables à l'établissement d'un véritable dialogue avec Daw Aung San Suu Kyi et tous les partis et groupes ethniques concernés afin d'aboutir à une réconciliation nationale inclusive, avec l'appui direct de l'Organisation des Nations Unies. »

À cet égard, les États-Unis se félicitent en particulier de la déclaration de Daw Aung San Suu Kyi que M. Gambari a rendue publique le 8 novembre. Nous appuyons pleinement sa volonté de s'engager dans ce qu'elle décrit comme « un dialogue significatif assorti d'un calendrier avec le Conseil d'État pour la paix et le développement », et nous soulignons que, selon elle, ce dialogue devrait commencer aussi vite que possible. Nous sommes encouragés par ce message et par la décision du régime militaire de permettre à Daw Aung San Suu Kyi de communiquer ses vues à l'Envoyé spécial.

Toutefois, si elles sont bienvenues, ces mesures ne sauraient suffire et ne constituent pas un changement radical. Nous pensons que le Conseil de sécurité, comme les voisins de la Birmanie et les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), doivent maintenir cet engagement et dire clairement au régime les obligations qu'il doit encore remplir pour que la situation progresse dans les domaines qui préoccupent la communauté internationale.

Premièrement, le régime devrait remplir ses obligations vis-à-vis de cet organe et devrait entamer un dialogue national sérieux dès que possible, sans conditions préalables. Dans la déclaration du 12 novembre, le Secrétaire général a indiqué qu'un processus a été lancé, processus qui, nous l'espérons, devrait conduire à un dialogue constructif et sérieux qui donnera des résultats concrets dans la limite de l'échéance fixée. Bien que le Gouvernement ait permis à un agent de liaison de rencontrer Daw Aung San Suu Kyi, ce processus ne constitue pas pour l'instant un dialogue mais uniquement, selon elle, des consultations préliminaires. En outre, le Conseil d'État pour la paix et le développement a annoncé le 6 novembre, par l'intermédiaire des médias d'État, que des entretiens tripartites entre M. Gambari, le Conseil d'État pour la paix et le développement et Daw Aung San Suu Kyi seraient prématurés.

Nous pensons toutefois que le rôle de l'ONU pourrait faciliter le dialogue et garantirait la crédibilité de tout dialogue. C'est la raison pour laquelle le Conseil de sécurité et Daw Aung San Suu Kyi elle-même se sont félicités du rôle de bons offices de l'ONU. Quelle que soit la forme que puisse prendre ce dialogue, des pourparlers inclusifs sont attendus de longue date et ont été demandés à maintes reprises par les voisins de la Birmanie, la communauté internationale au sens large et, tout récemment, le Conseil.

Deuxièmement, il faudrait mettre un terme aux arrestations en cours et aux détentions, et libérer immédiatement et sans conditions tous les prisonniers et détenus politiques, dont Daw Aung San Suu Kyi. Si le Général Than Shwe et d'autres membres du Conseil d'État pour la paix et le développement sont déterminés à coopérer avec l'ONU, comme ils l'ont déclaré, ils devraient libérer tous les détenus et prisonniers politiques. En outre, ils devraient également mettre un terme aux arrestations et aux détentions en cours de défenseurs de la démocratie. Comme l'a indiqué mon collègue du Royaume-Uni, la semaine dernière, des militants actifs, comme Su Su Nway et U Gambira et des membres de l'Alliance des moines de la Birmanie, ont été arrêtés.

Troisièmement, il est essentiel que Daw Aung San Suu Kyi soit libre de faire de vastes consultations afin de pouvoir engager un dialogue constructif avec le

Conseil d'État pour la paix et le développement. Dans sa déclaration, elle a annoncé qu'il était de son devoir de « tenir compte des intérêts et opinions du plus grand nombre possible de forces et d'organisations politiques », y compris les minorités ethniques de la Birmanie. Il n'est pas raisonnable d'attendre qu'elle puisse engager un dialogue constructif avec les généraux birmans et tous les partis politiques et ethniques concernés, alors qu'elle est assignée à résidence et que ses mouvements et ses consultations sont surveillés de près. Si les États-Unis sont satisfaits que Daw Aung San Suu Kyi ait pu rencontrer les autres membres de la Ligue nationale pour la démocratie le 9 novembre, nous pensons qu'il faudrait aller plus loin.

Quatrièmement, le régime birman doit permettre à M. Gambari de dicter son propre itinéraire et de rencontrer tous les groupes qu'il juge nécessaire de rencontrer dans le cadre de ses efforts. S'il est vrai que nous nous félicitons de la possibilité offerte à M. Gambari de se rendre, à l'avenir, de façon régulière en Birmanie, il n'en reste pas moins que le régime doit satisfaire aux demandes du Conseil et coopérer pleinement avec lui pour que ses engagements portent des fruits. Nous définissons la pleine coopération comme l'accès sans restriction à toutes les personnes et parties en Birmanie. La décision du général Than Shwe de ne pas rencontrer M. Gambari lors de sa récente visite, comme cela a déjà été le cas par le passé, est un signe inquiétant du manque de volonté du Conseil d'État pour la paix et le développement de coopérer avec l'ONU pour promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale. Le fait que ce soit le régime, et non M. Gambari, qui a organisé ses réunions et arrêté son calendrier, constitue une autre source de préoccupation.

Nos attentes sont claires : la prétendue « feuille de route vers la démocratie du régime militaire », qui empêche les groupes démocratiques et les minorités ethniques de Birmanie de participer véritablement à ce processus, est manifestement inadéquate. Une transition légitime vers la démocratie devra passer par une voie tracée et appuyée par l'ensemble du peuple birman, et associant pleinement ce dernier.

Nous saluons et apprécions le rôle des pays de la région qui exercent leur influence sur la Birmanie, notamment ses voisins immédiats et les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et nous les invitons à redoubler d'efforts pour convaincre les généraux au pouvoir en Birmanie de prendre des mesures promptes afin d'entamer un dialogue ouvert à tous sur la transition pacifique vers la démocratie à laquelle aspirent Aung San Suu Kyi et le peuple birman et que l'ONU est disposée à faciliter.

Les États-Unis appuient inconditionnellement la mission de bons offices et estiment que ce mécanisme peut faciliter la réalisation de ce que nous recherchons tous : une transition pacifique vers un gouvernement représentatif et responsable en Birmanie. Nous apprécions au plus haut point le rôle assumé par le Conseiller spécial Gambari et nous apportons notre soutien indéfectible aux efforts qu'il déploie pour préserver, consolider et intensifier les progrès modestes accomplis à ce jour et le processus en cours. Le Secrétaire général est clairement attaché à ce processus, tout comme Daw Aung San Suu Kyi. Nous comptons sur le Secrétaire général et son équipe pour doter le Conseiller spécial des capacités dont il a besoin pour réussir à mobiliser durablement les parties.

Nous nous faisons l'écho du Secrétaire général qui a demandé à toutes les parties concernées de ne ménager aucun effort pour parvenir à la réconciliation nationale, la démocratie et le plein respect des droits de l'homme. Il est désormais temps que le général Than Shwe et le Conseil d'État pour la paix et le développement prouvent qu'ils sont tout aussi attachés à la transition et à la réconciliation nationale en libérant Daw Aung San Suu Kyi et les autres détenus politiques, et qu'ils entendent son appel à entamer un dialogue constructif, assorti d'un calendrier. Nous pensons également que le Conseil d'État pour la paix et le développement devrait saisir l'occasion offerte par la mission de bons offices de l'ONU.

Par l'action du Conseiller spécial, la communauté internationale met à la disposition des généraux au pouvoir des moyens constructifs de faire montre de leur bonne volonté de dialogue. À notre avis, il doit être clair que pour conserver l'appui de la communauté internationale, cet engagement doit gagner en puissance et en détermination. Lancer un processus pour la forme ne sera pas acceptable. Les États-Unis continueront de suivre de près les événements en Birmanie. Nous pensons que le Conseil de sécurité devrait maintenir un équilibre entre le dialogue et l'exercice de pressions appropriées et moduler ces deux niveaux d'intervention en fonction des progrès réalisés sur le terrain.

M. Verbeke (Belgique) : Ma délégation tient à remercier le Conseiller spécial du Secrétaire général, M. Gambari, pour cet exposé complet de sa visite et

réitère son plein soutien à ses bons offices. Ma délégation est encouragée par la teneur positive du message de Daw Aung San Suu Kyi qui confirme, si besoin en était encore, qu'elle est pour sa part prête au dialogue. Nous attendons maintenant un geste dans le même sens de la part des autorités birmanes.

Les récentes rencontres d'Aung San Suu Kyi avec le Ministre du travail Aung Kyi et sa rencontre avec le Comité central exécutif de son parti sont des développements dans la bonne direction. La libération de Daw Aung San Suu Kyi est toutefois indispensable pour la mettre en mesure de jouer pleinement le rôle important qui lui échoit pour un véritable dialogue politique.

Ma délégation a pris note avec intérêt de la déclaration du Représentant permanent du Myanmar à New York selon lequel « les relations avec les Nations Unies forment la pierre angulaire de la politique étrangère du pays ». Dans ce contexte, ma délégation invite les autorités du Myanmar à traduire cet engagement en actions concrètes. Rencontrer M. Gambari, entamer des contacts avec Aung San Suu Kyi est positif en termes de processus, mais ce processus devra déboucher sur des résultats. La plupart des demandes reprises dans la déclaration présidentielle du 11 octobre dernier (S/PRST/2007/37) doivent encore être satisfaites.

La Belgique reste particulièrement préoccupée par le sort des prisonniers politiques et du fait que plusieurs centaines des manifestants d'août et septembre soient toujours détenus. II doit être procédé sans attendre à leur libération.

Il est nécessaire que la mobilisation internationale se poursuive. Dans ce contexte, tous les yeux seront tournés vers Singapour où se tiendront dans les jours prochains successivement le Sommet de l'ASEAN, puis le Sommet de l'Asie de l'Est et enfin le Sommet commémoratif Union européenne-ASEAN. L'ensemble des pays de la région partagent l'analyse qu'un retour au statu quo ante n'est pas une option. II est essentiel que les autorités du Myanmar s'en rendent compte également et intègrent cette donnée dans leur action.

Le Conseil de sécurité doit continuer à suivre de près la situation au Myanmar et s'exprimer de manière unie et claire sur les attentes à l'égard des autorités birmanes, sur base d'un échéancier. D'autre part, la Belgique espère qu'à l'Assemblée générale, la résolution renouvelant les bons offices profitera d'un soutien le plus large possible. Ma délégation attend également avec attention le rapport que fera au Conseil des droits de l'homme le Rapporteur spécial Pinheiro à l'issue de sa visite dans le pays.

L'Union européenne a adopté au cours des dernières semaines des mesures restrictives ciblées. L'Union européenne a également indiqué qu'elle était disposée à revoir ces mesures sur base des développements sur le terrain et des résultats de la mission de bons offices. L'Union européenne a procédé récemment à la nomination d'un Envoyé spécial, M. Piero Fassino. Son rôle consistera à coordonner l'action de l'Union européenne afin de soutenir les bons offices de M. Gambari et l'action de l'ONU vis-à-vis du Myanmar, et d'assister le Myanmar sur la voie de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la réconciliation ainsi que de la prospérité.

La Belgique rend hommage aux efforts inlassables déployés par le Conseiller spécial, M. Gambari et son équipe. Ma délégation se réjouit du retour à court terme de M. Gambari au Myanmar et de la perspective d'un accord sur une présence permanente de son équipe dans le pays.

M. Wang Guangya (Chine) (*parle en chinois*) : En premier lieu, je voudrais remercier M. Gambari de son exposé. Je voudrais également lui exprimer ma gratitude pour les efforts inlassables qu'il déploie pour faciliter le règlement de la question du Myanmar et pour les progrès qu'il a obtenus.

La Chine estime que la visite effectuée récemment par M. Gambari a conduit à des résultats encourageants à bien des égards, dont les suivants : la visite a eu lieu plus tôt que prévu; un dialogue franc s'est établi avec les autorités du Myanmar et plusieurs ministres; une rencontre a eu lieu avec Aung San Suu Kyi et avec le Ministre Aung Kyi, le chargé de liaison pour ce dialogue politique; une déclaration positive d'Aung San Suu Kyi a été faite sur le processus de dialogue; des contacts ont été établis entre Aung San Suu Kyi et le Ministre Aung Kyi, et la direction de la Ligue nationale pour la démocratie. M. Gambari a également été invité à se rendre de nouveau au Myanmar. En outre, le Gouvernement du Myanmar a donné l'autorisation au Comité international de la Croix-Rouge de se rendre dans le pays et reçoit actuellement M. Pinheiro, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar.

Tous ces signes positifs montrent que le processus politique au Myanmar est sur la bonne voie et qu'il avance dans la bonne direction. Nous avons

noté que l'Envoyé spécial n'a pas pu rencontrer le principal dirigeant du Myanmar, ce qui a donné lieu à diverses spéculations dans les médias. Toutefois, selon nous, la réussite ou l'échec de sa visite ne devraient pas être jugés uniquement en fonction des interlocuteurs qu'il a rencontrés et des endroits où il est allé. Il faudrait plutôt fonder ce jugement sur le fait de savoir si les bons offices permettent de faire évoluer la situation générale au Myanmar dans le bon sens. Selon ce critère, la visite de M. Gambari est bel et bien un succès.

Ainsi que M. Gambari l'a indiqué en de multiples occasions, la question du Myanmar ne peut pas être résolue du jour au lendemain et la mission de bons offices est, par définition, un processus. Tout en ayant pleinement confiance dans les bons offices, la communauté internationale devrait aussi faire preuve de patience à l'égard du processus et des résultats de ces efforts. Rome ne s'est pas bâtie en un jour. Le Myanmar connaît différents types de problèmes complexes et parvenir à un règlement approprié et global prendra nécessairement du temps. Les bons offices du Secrétaire général doivent être menés de manière graduelle, pas à pas, ce qui permettra d'obtenir des résultats progressifs.

En invitant M. Gambari à rendre une autre visite, le Myanmar a montré sa volonté de continuer ses contacts et sa coopération avec l'ONU. Nous encourageons M. Gambari à renforcer la confiance mutuelle, à poursuivre son dialogue franc avec le Myanmar, à mettre en place une politique réaliste et des recommandations techniques fondées sur les réalités nationales du pays, et à faciliter le processus de dialogue politique. La Chine demande également à l'ONU de concentrer son attention sur la manière dont elle peut aider le Myanmar à développer son économie et à améliorer les moyens d'existence de sa population.

La communauté internationale devrait s'efforcer de compléter les bons offices du Secrétaire général et proposer des démarches constructives pour le règlement de la question du Myanmar. En son essence, cette question est une affaire intérieure au pays et elle ne pose aucune menace à la paix et à la sécurité internationales ou régionales. La situation au Myanmar s'apaise progressivement et va en s'améliorant. La vie de la population est en train de revenir à la normale, conformément au souhait commun de tous les pays qui veulent sincèrement aider le Myanmar. La communauté internationale devrait donc se féliciter de l'élan positif actuel et favoriser une nouvelle amélioration de la situation.

Des sanctions n'aideront pas à résoudre la situation, au contraire, elles ne feraient que la compliquer davantage. En fait, les sanctions saperaient le dialogue et le processus de réconciliation qui commence à se faire jour, et elles interrompraient les contacts actuels relatifs à la coopération entre le Myanmar et l'ONU. C'est la dernière chose que la Chine, et que tous les pays de la région, veulent voir. La communauté internationale devrait créer un environnement extérieur plus serein et propice au processus de dialogue, encourager le Gouvernement du Myanmar à continuer sa coopération avec l'ONU et fournir une assistance au pays dans son développement économique et social. La solution globale de la question du Myanmar repose essentiellement sur les efforts du Gouvernement et du peuple du Myanmar, par le biais d'un dialogue n'excluant personne et de consultations générales.

Selon nous, la question du Myanmar comporte essentiellement trois volets : le Gouvernement du Myanmar a besoin, premièrement, de voir comment améliorer les conditions de vie de la population et parvenir à un complet développement économique et social; deuxièmement, de décider comment favoriser l'harmonie ethnique et garantir que les fruits du développement soient partagés par tous; et, troisièmement, d'examiner comment élargir la participation politique et promouvoir la démocratie et la primauté du droit.

Nous espérons sincèrement, et nous sommes convaincus, que grâce au dialogue, le Gouvernement du Myanmar écoutera attentivement les opinions de toutes les parties et prendra de nouvelles mesures pour traiter chacune des questions relatives à la vie quotidienne de sa population, aux droits et aux intérêts des groupes ethniques et à la démocratisation. Nous espérons également que toutes les parties au dialogue pourront accorder la priorité au maintien de l'unité et de la stabilité nationales et à la promotion du développement à long terme, qui va dans l'intérêt général du pays. Nous espérons que les parties trouveront le moyen de renforcer la confiance mutuelle et d'élargir leur terrain d'entente et qu'elles adopteront une approche pragmatique et souple afin de parvenir à des résultats tangibles, grâce au dialogue.

La Chine appuie l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui joue un rôle

constructif dans la situation du Myanmar. La stabilité et le développement du Myanmar vont dans l'intérêt de tous les pays de l'Asie du Sud-Est. Nous espérons que les pays de l'ASEAN continueront donc d'aider le Myanmar, en tant que membre de la famille, et qu'ils œuvreront ensemble au développement harmonieux de la région.

La Chine salue également l'assistance fournie au Myanmar par d'autres pays, par des voies bilatérales. Nous gardons l'esprit ouvert à toute idée constructive qui contribuerait à régler la question du Myanmar de manière satisfaisante. En même temps, toute assistance fournie par la communauté internationale, qu'elle qu'en soit la forme, devrait recueillir l'accord et la coopération du Gouvernement et du peuple du Myanmar.

En tant que pays voisin et ami du Myanmar, la Chine a suivi la situation de très près. Nous espérons sincèrement que le Myanmar retrouvera la stabilité, progressera dans son développement et qu'il parviendra sans tarder à la démocratie politique et à l'harmonie nationale. Nous ne voulons pas assister à une résurgence des troubles dans le pays. La Chine continuera, à sa manière propre, d'appuyer les bons offices du Secrétaire général et d'aider le Gouvernement et le peuple du Myanmar à s'attaquer de manière appropriée aux problèmes auxquels ils sont confrontés actuellement. Nous sommes également disposés à travailler avec les autres membres de la communauté internationale.

M. Ripert (France) : Je voudrais, à mon tour, remercier M. Gambari de son exposé et je tiens à saluer la détermination dont il fait preuve, ainsi que l'engagement personnel de M. Ban Ki-moon, notre Secrétaire général, qui contribue indiscutablement à faire bouger les choses en Birmanie. La déclaration de M[me] Aung San Suu Kyi, lue par l'Envoyé spécial, puis la possibilité pour la lauréate du prix Nobel de la paix de rencontrer les responsables de la Ligue nationale pour la démocratie, d'une part, et le Ministre Aung Kyi, d'autre part, constituent des pas dans la bonne direction. Ces pas sont modestes, mais significatifs. Ils permettent, pour la première fois depuis longtemps, d'entrevoir la possibilité d'un début de dialogue réel entre le régime et les forces démocratiques, avec le soutien actif des Nations Unies.

Les autorités birmanes semblent prendre conscience progressivement, grâce à la mobilisation grandissante de la communauté internationale, que le retour au *statu quo ante* n'est déjà plus une option. Je voudrais souligner le rôle irremplaçable des pays de la région et, notamment de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), mais aussi de la Chine, dans cette évolution.

Nous devons continuer à travailler ensemble autour des objectifs communs que sont l'engagement d'un dialogue politique inclusif, la réconciliation nationale, le respect des droits de l'homme et la transition vers la démocratie. C'est dans cette perspective que le Ministre français des affaires étrangères, M. Bernard Kouchner, s'est rendu récemment dans plusieurs pays d'Asie orientale, notamment à Singapour et en Thaïlande, deux pays qui ont un rôle essentiel à jouer.

Ce que nous observons n'est toutefois, à ce stade, qu'un timide premier pas, qui demande à être confirmé. Nous sommes encore bien loin, et cela a déjà été dit par plusieurs intervenants, des attentes exprimées par notre Conseil de sécurité, le 11 octobre dernier. Alors que le Conseil avait demandé aux autorités une pleine coopération avec M. Gambari dans l'exécution de sa mission, l'Envoyé spécial s'est heurté à de nombreux obstacles lors de son séjour.

L'absence de geste significatif s'agissant des prisonniers politiques et des personnes détenues suite aux manifestations constitue, pour nous, une grave préoccupation. Les arrestations se poursuivent et nous venons d'apprendre, avec consternation, l'arrestation hier soir d'une des jeunes figures du mouvement démocratique, M[me] Suu Suu Nwe. Par ailleurs, nous attendons toujours des réponses sur le problème des personnes disparues pendant la répression du mouvement démocratique. Nous espérons que la visite en cours de M. Pinheiro, à laquelle la France attache une grande importance, permettra des avancées concrètes et rapides sur ces sujets.

Il est essentiel que nous restions mobilisés et vigilants. M[me] Aung San Suu Kyi a démontré sa volonté de dialogue dans des termes dépourvus de toute ambiguïté, la balle est donc désormais dans le camp du régime, qui doit répondre à cette main tendue en engageant le dialogue sans condition et en levant sans délai les restrictions qui pèsent sur elle. Celle-ci doit, en particulier, être en mesure de consulter les responsables des partis politiques, des groupes ethniques et de la société civile autant que de besoin. Les discussions actuelles ne sont pas une fin en soi. Elles doivent rapidement déboucher sur un dialogue de

haut niveau, qui, pour reprendre les termes de M[me] Aung San Suu Kyi, devra être sérieux et assorti d'un calendrier. Ce processus devra associer l'ensemble des forces politiques représentatives, ainsi que les groupes ethniques.

La France s'est mobilisée en faveur du renforcement des sanctions de l'Union européenne à l'égard de la Birmanie. Ces mesures ciblées envoient un message ferme aux dirigeants birmans sans toucher la population qui vit déjà, du fait de la situation, dans des conditions difficiles. Nous sommes toutefois convaincus que la communauté internationale doit être prête à réagir positivement si un dialogue politique réel s'engage en Birmanie. Pour la France, le critère essentiel doit être le début de négociations authentiques entre les militaires et l'opposition, dès lors que celle-ci serait libre de ses mouvements et de sa parole.

L'Union européenne a montré l'exemple en marquant sa disponibilité à réviser, voire à lever son dispositif de sanctions en cas d'avancée réelle. Elle a également un envoyé spécial, M. Fassino. Il serait utile qu'il puisse rapidement consulter MM. Gambari et Pinheiro afin que leurs initiatives se renforcent mutuellement.

D'autres pistes pourraient être envisagées dans le cadre de l'ONU, comme par exemple la création d'un fonds fiduciaire pour la réalisation de projets humanitaires et de développement. C'est dans cet esprit que la France serait favorable à la constitution d'un groupe informel d'amis, composé d'États appuyant la mission de l'Envoyé spécial. Ce groupe aurait pour mission de manifester le soutien de la communauté internationale à M. Gambari et d'assurer, sur la durée, le suivi par la communauté internationale du processus de réconciliation que nous attendons. Dans le même sens, la création d'un bureau de liaison permanent constituerait bien sûr, si elle se confirmait concrètement, un progrès appréciable.

Après les heures tragiques de la répression du mouvement démocratique, une lueur d'espoir est apparue pour le peuple birman. C'est naturellement à ce dernier d'entretenir cet espoir et de le développer en fixant des perspectives d'avenir. Mais il a pour cela besoin de notre soutien actif. Le moment n'est donc pas au relâchement de nos efforts. Au contraire, le moment est venu de les intensifier pour soutenir la réconciliation nationale et la transition démocratique afin de permettre une sortie par le haut de la crise actuelle. Il est à cet égard essentiel que M. Gambari retourne rapidement en Birmanie et qu'il obtienne que les autorités birmanes coopèrent réellement avec lui afin de lui permettre d'obtenir des avancées tangibles. Il peut compter dans ces efforts en ce sens sur notre soutien déterminé et durable.

M. Mantovani (Italie) (*parle en anglais*) : D'emblée, j'exprime nos plus vifs remerciements à M. Gambari pour les efforts opiniâtres qu'il déploie afin de mener à bien la mission de bons offices des Nations Unies. Son exposé a confirmé l'utilité du difficile processus diplomatique qu'il conduit à travers ses visites et ses entretiens. Le mois dernier, nous avions dit qu'une nouvelle possibilité s'offrait au Myanmar. Nous sommes convaincus que cela reste le cas, principalement grâce à la sagesse et à la patience de M. Gambari. Il est encourageant de voir que l'ensemble des Membres restent unanimes pour appuyer la mission de M. Gambari. Une nouvelle fois, il est crucial que le Conseil de sécurité sollicite ses conseils sur la manière de traiter la situation au Myanmar.

À cet égard, nous sommes convaincus que l'attention constante du Conseil est et restera déterminante pour atteindre nos objectifs communs. Il est essentiel, au stade actuel des choses, de faire le point sur l'application des exigences formulées par le Conseil dans sa déclaration présidentielle du 11 octobre (S/PRST/2007/37).

Après avoir entendu l'exposé d'aujourd'hui, nous pensons que tous les objectifs fixés n'ont pas été atteints et que le bilan n'est donc pas satisfaisant. Je veux parler, en particulier, des restrictions imposées aux déplacements de M. Gambari au cours de sa dernière visite ainsi que des mesures prises contre le Coordonnateur résident des Nations Unies, qui contredisent la volonté affichée par les autorités du Myanmar de coopérer pleinement avec l'ONU.

Notre intention n'est certainement pas de sous-estimer les mesures positives prises ces derniers jours par les autorités du Myanmar. Comme l'a dit M. Gambari, un dialogue constructif a été noué. Les autorités du Myanmar restent disposées à recevoir de nouvelles visites et envisagent l'installation d'une présence des Nations Unies dans leur pays. Pour la première fois depuis plusieurs années, Daw Aung San Suu Kyi a été autorisée à rencontrer des représentants gouvernementaux et des dirigeants du comité exécutif central de la Ligue nationale pour la démocratie, ainsi

qu'à faire une déclaration officielle par l'entremise de M. Gambari, ce qui est la preuve la plus éloquente de sa volonté d'engager un dialogue constructif sur l'avenir démocratique du pays. Ces évolutions encourageantes s'accompagnent pourtant de faits inquiétants qui exigent davantage de progrès. Le rejet du mécanisme de dialogue trilatéral proposé par M. Gambari montre que les autorités du Myanmar demeurent réticentes à engager sans condition préalable un processus de réconciliation nationale qui soit crédible, général et sans exclusive.

Des milliers de prisonniers politiques sont toujours détenus. Des cas de détentions arbitraires et de disparitions forcées continuent d'être signalés. Nous espérons que la visite actuellement effectuée par le Rapporteur spécial des Nations Unies M. Pinheiro, qui constitue un soi un fait positif, ne fera l'objet d'aucune restriction et créera les conditions requises pour la réalisation de progrès concrets et immédiats à ce sujet. Il est impératif que l'ensemble des préoccupations exprimées par le Conseil des droits de l'homme et le Conseil de sécurité reçoivent des réponses satisfaisantes.

La communauté internationale dans son ensemble reconnaît de plus en plus que la réconciliation nationale est le seul moyen possible de parvenir à la paix et au développement au Myanmar. Nous louons l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et les autres voisins du Myanmar pour l'influence positive qu'ils ont exercée sur ce processus en adressant des messages explicites aux autorités du Myanmar. L'engagement des acteurs régionaux est indispensable pour trouver une solution durable aux problèmes actuels.

La semaine dernière, les autorités italiennes leur ont communiqué leurs vues à tous les niveaux, notamment à la faveur de déplacements spécialement effectués dans la région. En Italie, l'appel à la paix, à la démocratie et à la liberté au Myanmar demeure au sommet des priorités du Gouvernement, du Parlement, de la société civile et du grand public. Nous ne relâchons ni notre attention ni nos efforts.

L'Italie se félicite vivement de la nomination d'un Envoyé spécial de l'Union européenne pour le Myanmar, M. Piero Fassino. Le principal objectif de son mandat est d'épauler l'ONU et M. Gambari dans l'exécution de sa mission de bons offices. Tous ses efforts iront dans cette direction. Nous sommes convaincus que cette nomination permettra à l'Union européenne de s'exprimer à l'unisson et de confirmer l'importance que tous les pays membres de l'Union européenne attachent au développement, à la transition démocratique et au respect des droits de l'homme au Myanmar. L'Union européenne attend avec un intérêt particulier l'issue des efforts de M. Gambari, dans la mesure où c'est principalement sur cette base que seront examinées les mesures restrictives adoptées le mois dernier contre les responsables de la répression violente et l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays.

Pour terminer, je voudrais dire qu'en ce moment crucial, nous ne devrions pas ouvrir une polémique quant à la question de savoir si le verre est à moitié plein ou à moitié vide. Nous devrions plutôt définir le meilleur soutien à apporter à M. Gambari pour que le verre soit rempli à ras bord. Le peuple du Myanmar ne demande rien d'autre que cela.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ibrahim Gambari, de son exposé détaillé sur son dernier déplacement au Myanmar. Nous le remercions des efforts considérables qu'il déploie pour mener à bien la mission de bons offices confiée par le Secrétaire général. Nous trouvons encourageantes les conclusions de la visite effectuée par l'Envoyé spécial, au cours de laquelle les dirigeants birmans se sont montrés prêts à coopérer avec la communauté internationale et estimons qu'elles sont dans l'ensemble équilibrées et fondées.

Nous prenons note des mesures prises par Nay Pyi Taw en vue d'obtenir le retour à la normale, d'ouvrir un dialogue avec l'opposition et de préparer la transition vers la démocratie. À ce sujet, nous jugeons positive la décision prise par le Gouvernement de créer une commission spécialement chargée de préparer un projet de constitution. Il est très important que la chef de file de l'opposition, Aung San Suu Kyi, ait pu s'adresser à la communauté internationale et rencontrer les membres du parti de la Ligue nationale pour la démocratie. Nous espérons que la volonté de Aung San Suu Kyi de dialoguer et de coopérer avec les autorités accélérera le processus de la réconciliation nationale.

Tout en prenant note de cette dynamique positive, nous attendons des autorités du Myanmar qu'elles prennent de nouvelles dispositions pour mettre en œuvre la feuille de route politique en sept étapes pour la démocratie qui conduira à la mise en place d'un gouvernement civil.

À cet égard, la communauté internationale, dans le cadre de l'ONU et des organisations régionales, doit assurer au Myanmar l'assistance nécessaire à la mise en œuvre de ce processus. Nous attendons avec intérêt le prochain sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et espérons que les États de la région poursuivront leurs efforts pour que soient rapidement établies la paix, la stabilité et la démocratie au Myanmar. Nous sommes convaincus que les menaces de l'extérieur, les pressions et les sanctions sont contre-productives et ne serviront qu'à compromettre l'effort engagé pour résoudre les problèmes que connaît aujourd'hui le pays.

Nous souhaitons plein succès à M. Gambari dans la poursuite de sa mission.

M. Arias (Panama) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Gambari pour le travail accompli au cours de sa dernière visite au Myanmar, et surtout, pour la manière dont il y est parvenu.

Le Panama se réjouit de la présence parmi nous à la présente séance du représentant du Myanmar, et du fait que nous entendrons également le représentant de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Il aurait toutefois préféré que ces deux délégations prennent la parole avant l'intervention des membres du Conseil de sécurité.

Le Panama prend note avec enthousiasme des succès obtenus au cours de la dernière visite de M. Gambari au Myanmar. Nous relevons également comme un aspect particulièrement positif le fait que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, M. Pinheiro, ait été invité à se rendre dans le pays. Nous ne doutons pas que le Conseil des droits de l'homme se montrera attentif au rapport qui sera établi par ce dernier.

Nous relevons aussi avec préoccupation le manque de progrès sur certains aspects du dialogue au Myanmar. À ce titre, nous estimons que le fait de ne pas libérer les prisonniers politiques et le maintien en captivité d'Aung San Suu Kyi sont des obstacles sérieux au progrès politique au Myanmar.

Enfin, nous exhortons tous les pays, en particulier ceux qui en raison de leurs liens géographiques ou culturels avec lui, sont plus proches du Myanmar ou y ont plus facilement accès, à ne pas relâcher leurs efforts à l'appui du processus politique en cours jusqu'à ce qu'une issue satisfaisante ait été trouvée. Il serait regrettable que la situation en ce qui concerne la défense et la protection des droits de l'homme au Myanmar, au lieu d'avancer, en revienne au point où elle en était précédemment.

M. Voto-Bernales (Pérou) (*parle en espagnol*) : Je voudrais, tout d'abord, remercier M. Ibrahim Gambari pour les informations qu'il nous a données au sujet de sa visite récente au Myanmar et de sa tournée dans un certain nombre de pays d'Asie concernés par la situation. Nous sommes heureux d'apprendre que certains progrès ont été faits dans le programme convenu entre les parties pour la recherche d'une véritable réconciliation nationale, en vue de parvenir au respect des droits de l'homme et d'engager une transition vers la démocratie.

Il faut également se réjouir de l'invitation adressée au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, M. Pablo Sergio Pinheiro, qui se rendra en visite dans le pays, du 11 au 15 de ce mois. Nous regrettons, en revanche, que le Gouvernement ait demandé le départ du pays du Coordonnateur résident des Nations Unies.

Depuis la dernière crise en date, au mois d'octobre, bien que les autorités aient réduit la présence de l'armée dans les rues et rétabli certaines libertés fondamentales, on continue de faire état de violations des droits de l'homme et d'actes de répression à l'égard de l'opposition politique et des minorités ethniques. Si la nomination du Ministre Aung Kyi, chargé par le Gouvernement de coordonner le dialogue entre les autorités et l'opposition, est une décision utile, il n'est pas acceptable que des responsables de l'opposition comme Mme Aung San Suu Kyi soient toujours assignés à résidence surveillée.

Le Pérou souligne qu'il est urgent que le Gouvernement rende la liberté à tous les prisonniers politiques, y compris ceux qui ont été arrêtés au cours des dernières manifestations, et mette en œuvre les mesures nécessaires en vue d'un véritable dialogue national. D'autre part, nous estimons qu'il importe que le Gouvernement du Myanmar prenne toutes les mesures nécessaires pour aborder les questions économiques et humanitaires qui préoccupent sa population.

L'augmentation du nombre de déplacés et de réfugiés crée une situation d'instabilité qui peut menacer la stabilité interne du pays et la stabilité régionale. À cet égard, le Pérou souligne qu'il est urgent de favoriser un cadre de coopération et de

dialogue ouvert, seule façon d'engager les changements politiques qui mèneront à une réconciliation nationale, et les changements économiques qui conduiront le pays à la stabilité et au progrès. Il est très important que les pays voisins du Myanmar, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et la communauté internationale continuent de participer et de coopérer à cet effort.

Enfin, alors que se présente apparemment une possibilité d'engager un processus de changement positif au Myanmar, les bons offices des Nations Unies sont plus que jamais nécessaires. C'est pourquoi nous renouvelons notre ferme soutien à M. Gambari, dont la tâche est rendue particulièrement difficile par la situation complexe que vit ce pays. Nous continuons d'être attentifs aux dispositions futures qui pourront être prises par le Gouvernement du Myanmar comme gage de sa volonté d'engager une réconciliation nationale véritable.

M. Okio (Congo) : Ma délégation vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance sur la situation au Myanmar. Elle sait gré à M. Ibrahim Gambari, Envoyé spécial du Secrétaire général, pour son exposé fort édifiant.

Comme cela ressort dans cet exposé, la mission de bons offices du Secrétaire général au Myanmar commence à produire quelques bons résultats. Et nous notons avec satisfaction les progrès accomplis, notamment la levée du couvre-feu, le retrait de la présence militaire dans la rue et les possibilités d'action dont bénéficie l'Envoyé spécial du Secrétaire général, qui sur cette base a eu des rencontres fructueuses avec les divers protagonistes de la crise au Myanmar, notamment le Premier Ministre et Mme Aung San Suu Kyi, même si ces progrès sont encore à un niveau pas suffisamment acceptable, notamment de la part du Gouvernement.

La mission qu'effectue présentement dans ce pays le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, M. Paulo Sergio Pinheiro, dont le rapport permettra une actualisation de la situation des droits de l'homme au Myanmar. La marge de manœuvre dont dispose, même si elle est encore réduite, Mme Aung San Suu Kyi, qui a pu rencontrer des cadres de son parti et qui a eu des rencontres avec des représentants du pouvoir, notamment le Ministre du travail, qui est désormais chargé des contacts avec elle.

Ma délégation souhaite, malgré tout à cet égard, la libération pure et simple de Mme Aung San Suu Kyi et de tous les autres prisonniers politiques. Ma délégation prend acte des déclarations de Mme Aung San Suu Kyi qui se dit optimiste sur les chances de réconciliation nationale et de sa disposition à coopérer avec la junte au pouvoir. De l'avis de ma délégation, il convient donc, sur la base de ces acquis – encore limités, il faut le souligner – continuer à encourager un processus patient de dialogue avec la junte militaire au pouvoir et l'ensemble de la société du Myanmar pour parvenir à une réconciliation nationale conformément à la feuille de route devant aboutir à une transition en douceur vers la démocratie dans ce pays. C'est dans cet esprit que nous avons soutenu et adopté la déclaration présidentielle (S/PRST/2007/37) du 11 octobre qui a déjà porté un fort encouragement à la mission de M. Gambari.

Le Congo, fort des résultats déjà obtenus, qui sont autant de signes d'espoir, recommande la poursuite dans un esprit de réconciliation, de conciliation, de la mission de bons offices du Secrétaire général conduite par M. Gambari qui, au demeurant a été invité par les autorités de ce pays à y revenir. À cet égard, ma délégation salue les efforts des pays qui œuvrent pour faciliter la mission de M. Gambari. Nous saluons également l'apport des pays de la région de l'ASEAN, notamment pour persuader les autorités du Myanmar à faire des progrès.

Ce faisant, ma délégation est consciente des situations préoccupantes qu'il conviendrait de suivre patiemment. Le renvoi du chef d'équipe onusienne au Myanmar, la situation des droits de l'homme, la situation des prisonniers politiques et bien sûr l'amélioration des conditions de vie des populations au Myanmar. C'est à ce prix et dans un esprit d'ouverture et de dialogue qui doit être inclusif sur la base d'un calendrier précis que le Myanmar connaîtra une situation d'apaisement plus grande.

M. Christian (Ghana) (*parle en anglais*) : Le Ghana s'associe aux autres membres du Conseil et remercie le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar, le Secrétaire général adjoint, Ibrahim Gambari, pour son exposé qui a mis en lumière certains développements très importants et positifs dans le pays. Par la même occasion, nous rendons hommage au Secrétaire général pour le soutien actif qu'il a apporté au processus de démocratisation au Myanmar, en particulier pour les qualités dont il fait preuve au cours de la crise actuelle.

Je félicite aussi l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et d'autres acteurs importants de la région tant pour la position de principe qu'ils ont adoptée face aux développements récents que, plus important encore, pour le soutien essentiel qu'ils ont apporté au Conseiller spécial dans ses interventions au Myanmar.

Le Ghana se félicite des actions récentes des autorités du Myanmar visant à apaiser les tensions dans le pays. Nous sommes satisfaits de la coopération offerte à M. Gambari dans ses efforts pour réduire l'écart entre le gouvernement et l'opposition. Cela montre bien que le gouvernement et le peuple du Myanmar sont en fin de compte les maîtres de leur propre destin.

Nous notons toutefois à la lecture du rapport du Conseiller spécial que les informations continuant à faire état de violations des droits de l'homme suscitent toujours de graves préoccupations. De plus, le Gouvernement n'a pas fourni d'assurances quant à la levée des restrictions imposées à Daw Aung San Suu Kyi, pas plus qu'il n'a indiqué de date pour l'ouverture d'un dialogue ou proposé de calendrier pour la prochaine étape de la feuille de route politique. Nous appelons donc le Gouvernement du Myanmar à s'engager dans la voie d'un dialogue constructif avec les groupes de l'opposition. Cela impliquera l'application des mesures mentionnées plus haut et des autres mesures indiquées dans le rapport du Conseiller spécial. Le Gouvernement doit créer des conditions propices à la réconciliation nationale et continuer sur la voie menant à la paix et à une véritable démocratie au Myanmar.

Nous devons aussi souligner l'unité du Conseil. Le soutien qu'il a apporté au Conseil des droits de l'homme a été essentiel, et nous appelons le Gouvernement du Myanmar à coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, M. Pinheiro, lors des visites qu'il effectuera dans le pays au nom du bien-être du peuple du Myanmar.

Le Ghana réaffirme son plein soutien au Conseiller spécial dont les efforts sans relâche donnent maintenant des résultats tangibles. Nous espérons que tout sera mis en œuvre pour maintenir ce nouvel élan pour la paix au Myanmar.

M. Al-Qahtani (Qatar) (*parle en arabe*) : Je commencerai par souhaiter chaleureusement la bienvenue à New York à M. Gambari en sa qualité de Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar. Nous le remercions de sa déclaration positive qui est toujours optimiste. Je tiens également à le remercier pour la sagesse et la clairvoyance avec lesquelles il examine la situation au Myanmar dans son rapport.

Il est aussi très encourageant de voir que le Conseiller spécial a pu s'entretenir avec des représentants politiques de haut niveau au Myanmar et des partis politiques, et que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme a pu se rendre au Myanmar pour la première fois en quatre ans. Il est aussi encourageant de constater que la chef de l'opposition a pu rencontrer des membres de son propre parti.

Même si la situation au Myanmar reste préoccupante et sombre, ces changements positifs nous permettent d'espérer, et nous sommes convaincus qu'un dialogue important et inclusif aura bientôt lieu entre toutes les parties.

Il y a quelques jours, le Conseil de sécurité a tenu une importante réunion de haut niveau sur le rôle des organisations régionales et sous-régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nul doute que la crise au Myanmar constitue un réel exemple à suivre dans la manière de concrétiser et mettre en œuvre nos déclarations politiques. Nous devons renforcer le rôle joué par les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est dans le règlement de cette crise.

Le travail accompli par le Conseiller spécial du Secrétaire général pour rétablir un dialogue constructif au Myanmar en vue de réunir les partis politiques et les autorités gouvernementales revêt une importance essentielle. Nous devons établir un climat favorable qui encouragera le dialogue entre toutes les parties et nous réaffirmons notre soutien au Conseiller spécial dans ses efforts pour aider le Myanmar à résoudre la crise. Nous soutenons aussi les bons offices du Secrétaire général.

Nous réaffirmons que la situation au Myanmar exige du temps et de la cohérence de la part de toutes les parties, dont le gouvernement qui doit redoubler d'efforts et établir une feuille de route pour la réconciliation nationale et pour la libération des prisonniers politiques. Les membres du Conseil de sécurité doivent faire tout leur possible pour éviter de prendre des décisions trop hâtives qui entraveraient les efforts déployés par M. Gambari et les institutions

spécialisées et régionales pour poursuivre leurs travaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Indonésie.

Je m'associe tout d'abord aux intervenants précédents pour remercier M. Gambari de son exposé. Nous saluons ses efforts pour amener les autorités du Myanmar à s'attaquer aux problèmes complexes et multiformes auxquels le pays a à faire face.

Les décisions qu'a prises le Gouvernement du Myanmar d'autoriser la visite de M. Gambari dans le courant de ce mois et de l'inviter à revenir dans quelques semaines sont encourageantes. Nous reconnaissons aussi l'importance de la décision du gouvernement du Myanmar de permettre la visite du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, M. Pinheiro.

Nous nous félicitons de la nomination du Ministre Aung Kyi comme ministre chargé de la liaison, de ses premiers contacts avec Daw Aung San Suu Kyi et de la décision du Gouvernement du Myanmar d'autoriser Daw Aung San Suu Kyi à rencontrer des membres clefs de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie. Nous encourageons le gouvernement à poursuivre la levée des restrictions imposées à Daw Aung San Suu Kyi dans le cadre des efforts visant à créer des conditions propices au dialogue et à la réconciliation.

Nous nous félicitons de même que Daw Aung San Suu Kyi soit incline à coopérer avec le Gouvernement du Myanmar pour faire de ce dialogue un succès, comme elle l'a indiqué dans sa déclaration écrite transmise par M. Gambari le 8 novembre 2007.

Tous ces faits constituent des témoignages de bonne foi des deux parties, témoignages qui sont indispensables à la tenue d'un dialogue utile sur le fond. Nous sommes fermement convaincus que toutes les parties concernées doivent faire le meilleur usage de l'élan imprimé pour faire avancer le processus visant à promouvoir la réconciliation nationale en faisant participer toutes les parties prenantes.

L'Indonésie se félicite que l'on reconnaisse le rôle important joué par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui appuie les bons offices du Secrétaire général. À cet égard, nous tenons à rappeler la déclaration des ministres de l'ASEAN en date du 27 septembre 2007, dans laquelle ils demandent instamment aux autorités du Myanmar, notamment, de reprendre les négociations visant à la réconciliation nationale avec toutes les parties, en œuvrant en faveur de la transition pacifique vers la démocratie, et de libérer tous les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi. Au prochain sommet de l'ASEAN, qui aura lieu à Singapour, ce mois-ci, on assistera à la signature d'une Charte de l'ASEAN, qui incarne la vision d'une communauté de l'ASEAN, unie par des valeurs communes comprenant la démocratie et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous pensons que chacun des pays membres de l'ASEAN a la responsabilité de respecter les valeurs partagées par le groupe.

À l'avenir, il est essentiel que le Conseil de sécurité continue de parler d'une seule voix de façon à appuyer à tout moment les bons offices du Secrétaire général, y compris la mission menée à bien par le M. Gambari.

S'agissant du Myanmar, nous demandons instamment au Gouvernement de prendre de nouvelles mesures concrètes pour promouvoir un véritable dialogue incluant toutes les parties. Il s'agit d'un moyen incontournable de parvenir à la réconciliation nationale, condition fondamentale qui permettra au Myanmar d'aller de l'avant en assurant une transition pacifique vers la démocratie.

Pour notre part, l'Indonésie est déterminée à continuer d'encourager le Myanmar, par la voie bilatérale et dans le cadre de l'ASEAN, à faire face aux difficultés auxquelles il se heurte dans ses efforts pour atteindre ce noble objectif. Nous enjoignons le Gouvernement à continuer de coopérer pleinement avec l'Envoyé spécial Gambari, ainsi que d'autres mécanismes de l'ONU.

Pour terminer, nous voudrions réaffirmer notre ferme appui aux bons offices du Secrétaire général, qui mettent clairement l'accent sur l'engagement global de l'ONU au Myanmar.

Je reprends mes fonctions de Président du Conseil de sécurité. Je donne maintenant la parole au représentant du Myanmar.

M. Swe (Myanmar) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais vous remercier de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant le Conseil de sécurité. Je suis particulièrement heureux de voir l'Indonésie, membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), présider la présente

séance. J'ai cru comprendre qu'après ma déclaration, mon collègue, le Représentant permanent de Singapour, prendra la parole au nom de son pays. J'ai cru comprendre aussi que le Représentant permanent du Japon, autre pays de notre région, prendra la parole.

Je voudrais remercier l'Envoyé spécial Gambari de son exposé. Sa vaste expérience et ses talents diplomatiques lui ont été utiles pour mener à bien les bons offices du Secrétaire général, dont l'Assemblée générale l'a chargé. Il est remarquable que pendant sa visite, il ait eu l'occasion de rencontrer le Premier Ministre, le Général Thein Sein, ainsi que plusieurs autres ministres concernés. Il a également rencontré Daw Aung San Suu Kyi et les représentants de minorités ethniques, de partis politiques et de la société civile, ainsi que des moines de haut rang. Je félicite M. Gambari pour le succès de sa mission. Les résultats obtenus sont particulièrement louables compte tenu des pressions injustifiées exercées par certains pour précipiter indûment sa visite au Myanmar. Ces pressions ont créé un environnement peu favorable à l'accomplissement de son mandat. Cependant, il a réussi à surmonter les difficultés.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de mettre en lumière les événements remarquables qui ont eu lieu au Myanmar depuis les récentes visites de l'Ambassadeur Gambari, même s'il a déjà évoqué la plupart d'entre eux. La paix et la stabilité ont été restaurées au Myanmar, et la vie a repris son cours normal dans tout le pays. Le couvre-feu a été entièrement levé, et il n'y a plus de nouvelles arrestations liées aux manifestations. Presque toutes les personnes arrêtées à l'issue des troubles survenus en septembre ont été relâchées. À la date du 7 novembre, 2 836 personnes avaient été arrêtées. Seules 91 d'entre elles sont toujours détenues. Ces personnes ont été reconnues coupables d'activités illégales, notamment de conspiration visant à organiser des actes de terrorisme. Des mesures sont prises à leur encontre conformément à la loi. L'Ambassadeur Gambari a également communiqué ces informations au Conseil.

Une commission composée de 54 membres a été créée pour élaborer une nouvelle constitution. Le 8 octobre, un Ministre a été chargé de prendre contact avec Daw Aung San Suu Kyi, qui s'est félicitée de cette nomination dans la déclaration publiée en son nom par l'Ambassadeur Gambari, le 8 novembre, à Singapour. Elle a également confirmé que sa première réunion avec le Ministre, qui a eu lieu le 25 octobre 2007, avait été constructive. Elle a déclaré que, dans l'intérêt du pays, elle était prête à coopérer avec le Gouvernement pour faire aboutir le processus de dialogue.

Daw Aung San Suu Kyi a rencontré les dirigeants de son parti le 9 novembre 2007. À l'issue de la réunion, le porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie a publié une déclaration selon laquelle Daw Aung San Suu Kyi, pensait que le Gouvernement était réellement déterminé à œuvrer en faveur de la réconciliation nationale. D'après un communiqué de presse de l'ONU publié le 7 novembre 2007, le Premier Ministre a réaffirmé le plein appui de son gouvernement aux efforts déployés par M. Gambari au nom du Secrétaire général Ban Ki-moon et sa totale confiance dans l'aboutissement de ces efforts, et l'a invité à retourner au Myanmar pour poursuivre sa mission de bons offices.

Cette déclaration est conforme à la position adoptée depuis longtemps par le Myanmar, désireux de coopérer avec l'ONU, cette position étant la pierre angulaire de la politique extérieure du Myanmar.

Nous coopérerons non seulement avec le Secrétaire général et l'Ambassadeur Gambari dans le cadre de la mission de bons offices confiée par l'Assemblée générale, mais aussi avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, le Professeur Paulo Sergio Pinheiro, qui se trouve actuellement dans le pays. Mon gouvernement coopère pleinement avec lui.

Il est décevant de constater qu'en dépit de l'évolution favorable de la situation, certains continuent de manifester leur scepticisme à l'égard de la détermination des dirigeants du Myanmar et du rythme avec lequel le processus en cours progresse. Il convient de relever que les difficultés auxquelles le Myanmar fait face sont complexes et délicates. Nous encourageons l'unité nationale et, parallèlement, un processus de réconciliation nationale, et nous jetons les bases solides d'une démocratie durable.

À plusieurs reprises, l'Ambassadeur Gambari lui-même a déclaré que la mission de bons offices du Secrétaire général était un processus et non un événement ponctuel. Il faut également reconnaître, comme l'a confirmé l'Ambassadeur Gambari dans la déclaration qu'il a prononcée cet après-midi, que des progrès considérables sont réalisés au Myanmar. Les réunions entre le Ministre des relations, U Aung Kyi, et Daw Aung San Suu Kyi ont bien commencé, et Daw Aung San Suu Kyi elle-même envisage le processus

avec optimisme. Aujourd'hui, le pays peut regarder l'avenir en fondant de grands espoirs sur la naissance d'une nouvelle ère. Les deux parties au processus de réconciliation nationale ont manifesté leur satisfaction à l'égard du dialogue en cours. Le temps est aux encouragements et non à des pressions extérieures injustifiées. Il faut donner les moyens à la mission de bons offices confiée par l'Assemblée générale de jouer un rôle de catalyseur, qui facilitera le processus de réconciliation nationale. Le Conseil doit encourager le processus et s'abstenir de prendre toute mesure à ce stade critique.

Nous remercions les membres du Conseil qui voient les choses telles qu'elles sont et déclarent qu'ils se félicitent de l'évolution favorable de la situation. Nous les en remercions.

Certaines situations dans le monde menacent la paix et la sécurité internationales et méritent toute l'attention du Conseil. La situation au Myanmar ne fait sans aucun doute pas partie de celles-là. Le Myanmar ne constitue pas une menace à la paix et la sécurité régionales ou internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Singapour.

M. Menon (Singapour) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier l'Ambassadeur Ibrahim Gambari de son exposé.

Singapour préside actuellement l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Toutefois, nous faisons la présente déclaration au nom de notre pays.

Lors du dernier débat public du Conseil de sécurité sur la situation au Myanmar, ma délégation a déclaré que les efforts déployés par l'ONU, représentée par M. Gambari, étaient exceptionnels et irremplaçables. Cette affirmation reste d'actualité. M. Gambari continue de disposer du meilleur atout pour jouer le rôle qui lui incombe : il a la confiance du Gouvernement du Myanmar et celle de Daw Aung San Suu Kyi. Les deux parties accordent une grande importance à son engagement constant. À ce jour, personne n'a fait mieux que M. Gambari.

La situation au Myanmar est extraordinairement complexe, comme le confirme le rapport de M. Gambari. Les signaux envoyés sont équivoques. On continue, d'une part, de faire état d'arrestations arbitraires au Myanmar, ce qui nous préoccupe toujours vivement. Nous appelons à la libération de toutes les personnes arrêtées lors des dernières manifestations, ainsi que des détenus politiques arrêtés précédemment.

Nous sommes déçus par la décision du Gouvernement du Myanmar de mettre un terme à la mission du Coordonnateur résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Charles Petrie. M. Petrie et le PNUD, de même que d'autres agences de l'ONU, se sont toujours efforcés d'apporter leur concours pour améliorer les conditions socioéconomiques au Myanmar. La décision du Gouvernement du Myanmar envoie donc un message négatif quant à son engagement et à sa volonté de travailler sur ces questions cruciales avec l'ONU.

Il y a toutefois des indications positives en provenance du Myanmar qu'il ne faut pas écarter. Il est encourageant de constater que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, M. Paulo Sergio Pinheiro, a pu se rendre au Myanmar après une interruption de quatre ans. Le Ministre du travail, Aung Kyi, a été nommé comme chargé de liaison entre Daw Aung San Suu Kyi et le Gouvernement du Myanmar. C'est un autre fait positif qui, espérons-le, ouvrira la voie à des échanges de vues sérieux et à un dialogue franc.

Même si nous sommes déçus que M. Gambari n'ait pas rencontré le chef de l'État du Myanmar, le généralissime Than Shwe, lors de sa visite au Myanmar, nous sommes encouragés que M. Gambari ait pu s'entretenir avec les autres dirigeants du Myanmar, notamment le Premier Ministre Thein Sein et les membres du Conseil d'État pour la paix et le développement. M. Gambari a également rencontré Daw San Suu Kyi ainsi que d'autres parties prenantes, y compris des membres de la Ligue nationale pour la démocratie, le Parti de l'unité nationale et des groupes de la société civile. Nous nous félicitons de la levée partielle des restrictions politiques à l'encontre de Daw Aung San Suu Kyi, qui lui ont permis de rencontrer d'autres responsables de la Ligue nationale pour la démocratie le 9 novembre 2007.

Le fait le plus significatif a été la déclaration de Daw Aung San Suu Kyi, qui a été prononcée en son nom par M. Gambari devant la communauté internationale le 8 novembre. C'est la première fois depuis très longtemps que les vues de Daw Aung San Suu Kyi sont entendues à l'extérieur de son pays. Sa déclaration a mis en exergue sa détermination à tenir des discussions avec le régime afin de parvenir à la réconciliation nationale. Elle s'est félicitée de la

nomination d'un chargé de liaison, le Ministre Aung Kyi, a qualifié leur première rencontre de constructive et a dit attendre avec espoir les discussions à venir. Elle a indiqué qu'elle comptait sur la tenue d'un dialogue constructif et assorti de délais précis avec les dirigeants du Conseil d'État pour la paix et le développement. Elle a ajouté qu'elle était disposée à coopérer avec le Gouvernement afin que ce dialogue porte ses fruits. Point plus important, elle s'est félicitée de l'indispensable mission de bons offices de l'ONU.

De toute évidence, il aurait mieux valu que Daw Aung San Suu Kyi soit libérée et en mesure de faire ces observations elle-même. Nous espérons, à cet égard, que le Gouvernement du Myanmar libérera Daw Aung San Suu Kyi immédiatement et sans condition afin qu'elle puisse participer pleinement au dialogue politique et à la réconciliation nationale.

Toutefois, il est particulièrement important que, dans sa déclaration, Daw Aung San Suu Kyi ait appuyé clairement le processus en cours et la mission de bons offices de l'ONU. Il est donc encourageant que le Gouvernement du Myanmar ait invité M. Gambari à revenir dans le pays. Nous demandons instamment au Gouvernement du Myanmar à poursuivre son dialogue avec M. Gambari au plus haut niveau et à lui donner plein accès à toutes les parties au Myanmar. La réconciliation nationale nécessitera un engagement et un dialogue au niveau le plus élevé.

Le Gouvernement du Myanmar doit également nouer un dialogue politique constructif, axé sur les résultats et assorti de délais précis, avec Daw Aung San Suu Kyi. Ce processus devrait être ouvert à tous et associer toutes les parties prenantes, y compris les différents groupes ethniques. Nous sommes encouragés par le communiqué de presse publié le 9 novembre par le porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie, Nyan Win, aux termes duquel Daw Aung San Suu Kyi se dit convaincue que les autorités ont la volonté d'encourager la réconciliation nationale et annonce son intention de travailler avec le Ministre Aung Kyi.

La communauté internationale doit respecter les vues de Daw Aung San Suu Kyi et mettre tout en œuvre pour appuyer M. Gambari dans sa mission. Nous ne devons pas rendre sa mission, qui est déjà suffisamment difficile, plus complexe encore en agissant dans la précipitation. Les progrès réalisés jusqu'à présent par M. Gambari ne sont pas négligeables. Nous devons reconnaître qu'un véritable dialogue politique débouchant sur la réconciliation nationale est un processus de longue haleine. Il n'y a pas de solution rapide et nous ne devons pas compliquer le processus en l'assortissant d'échéanciers déraisonnables ou d'attentes irréalistes. Ce que nous pouvons faire en revanche, c'est appuyer M. Gambari et encourager toutes les parties concernées à participer à un dialogue constructif. Nous ne rendrons pas service au peuple du Myanmar, pas plus qu'à nous-mêmes, si nous renonçons trop tôt à la mission de bons offices de l'ONU. M. Gambari continue de représenter notre plus grand espoir de progrès. Il convient donc de l'appuyer comme il se doit et de l'investir de l'autorité et du prestige nécessaires.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et ses partenaires régionaux appuient pleinement les efforts déployés par M. Gambari. Le Ministre des affaires étrangères de Singapour, George Yeo, a récemment rencontré ses homologues en Chine, au Japon et en Inde dans le cadre de consultations officieuses sur la manière dont la région pouvait appuyer le processus de réconciliation nationale au Myanmar. Le Premier Ministre de Singapour, Lee Hsien Loong, a invité M. Gambari à présenter un exposé d'information à l'intention des dirigeants du Sommet de l'Asie de l'Est à Singapour la semaine prochaine, le 21 novembre. Ce sera l'occasion pour M. Gambari de présenter personnellement son dernier état des lieux et de dialoguer avec les dirigeants du Sommet de l'Asie de l'Est de l'ASEAN, de la Chine, de l'Inde, du Japon, de la République de Corée, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Cela ne peut que renforcer la mission de bons offices du Secrétaire général. Nous nous réjouissons d'accueillir M. Gambari à Singapour la semaine prochaine et nous félicitons de sa participation aux débats du Sommet de l'Asie de l'Est sur le Myanmar.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Takasu (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseiller spécial du Secrétaire général, M. Ibrahim Gambari, de son exposé portant sur sa dernière visite au Myanmar. Le Japon salue les résultats positifs qui, cette fois, ont été obtenus lors de cette visite.

La déclaration qui a été lue par M. Gambari au nom de Mme Daw Aung San Suu Kyi indique clairement qu'elle souhaite participer à un dialogue constructif et assorti de délais précis avec les dirigeants

du Conseil d'État pour la paix et le développement. D'autre part, la décision du Gouvernement du Myanmar de permettre à Daw Aung San Suu Kyi de rencontrer les dirigeants de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, et de tenir une deuxième réunion avec le Ministre Aung Kyi le 9 novembre a constitué un signal encourageant.

Nous considérons que ces faits positifs sont largement dus aux efforts de M. Gambari et nous pensons qu'il est important de conserver notre appui à la mission de bons offices du Secrétaire général et de son Conseiller spécial.

Il convient de noter que M. Gambari n'a pas pu rencontrer certains des responsables avec lesquels il souhaitait s'entretenir. En conséquence, nous prions instamment le Gouvernement du Myanmar de poursuivre sa pleine coopération avec l'ONU et sa mission et de travailler avec le Conseiller spécial Gambari.

Comme cela a été mis en exergue par le Conseiller spécial lui-même, les bons offices du Secrétaire général constituent un processus et non pas un événement unique. Une mission ne saurait à elle seule tout régler. Nous pensons donc qu'il est d'autant plus important que la communauté internationale continue d'agir de concert et d'appuyer ces efforts. Nous espérons sincèrement que le Gouvernement du Myanmar saisira cette occasion pour engager un dialogue franc avec toutes les parties pertinentes, afin de parvenir à la réconciliation nationale.

Le Japon est prêt à agir de manière constructive, en étroite collaboration avec le Secrétaire général et son Conseiller spécial, ainsi qu'avec d'autres pays intéressés, notamment ceux de l'ASEAN et les pays de la région, afin d'améliorer la situation au Myanmar et de contribuer à régler les questions par le biais d'un dialogue entre les parties concernées au Myanmar.

Le Président (parle en anglais) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite maintenant les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations officieuses.

La séance est levée à 17 heures.